



Celui qui veut être vrai doit risquer de se tromper. K. Jaspers

semaine 03 - 2019

Du 14 au 20/01

Les gens en situation de difficulté, on va davantage les responsabiliser car il y en a qui font bien et il y en a qui déçoignent

Emmanuel Macron

C'est une armée en bivouac. Et, dans une armée en bivouac, les gens finissent par se foutre sur la gueule

Un cadre LR

Wauquiez, il est comme Macron, il pense qu'il est tellement intelligent qu'il va tous les couillonner

Thierry Mariani

Le monde avance en somnambule vers le désastre climatique

Alison Martin, assureur à Zurich Insurance Group



Tintin fête ses 90 ans !



Fresque de l'artiste Pascal Boyard dit PBOY réalisée sur un mur du 19e arrondissement de Paris

Politique

Le sort s'acharne sur Fillon. Le parquet national financier a demandé le renvoi de François et Pénélope Fillon en correctionnelle pour «*détournement de fonds publics*», «*abus de biens sociaux*», «*escroquerie aggravée*» et «*complicité de ces délits*». Rien que ça !

Jean Viard, chercheur au Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française) ne s'attend pas à une accalmie de la mobilisation ni des dégradations ou des agressions, d'autant qu'elles ont été payantes et que les Gilets jaunes sont désormais bien rodés.

Les Gilets jaunes, pour la plupart, descendent de la classe ouvrière : leurs grands-parents ont vécu dans les quartiers ouvriers : le rapport de force, ils connaissent, et maintenant qu'ils ont fraternisé avec le voisin, cela ne leur fait pas peur.

Il est aussi logique que des éléments d'extrême droite se glissent dans le mouvement. Le Front national est né dans les zones périurbaines. Il a été la première expression politique de leur malaise. Pour une fois qu'un sociologue est moins con que les autres !

Toujours est-il que samedi 12/01, des milliers de personnes sont descendus une fois de plus dans la rue dans toutes les principales villes françaises, de Paris à Bordeaux, de Rouen à Marseille, de Saint-Brieuc à Nantes, de Nice à Nîmes ou Toulouse. Le mouvement ne faiblit pas.

François Bayrou, président du Modem, a souhaité que la Commission nationale du débat public (CNDP) dans son entier soit écartée du débat, jugeant «*incompréhensible que l'on veuille à tout prix introduire une commission dont personne ne sait rien, dont la légitimité*

est nulle, formée de personnes qui n'ont pas été élues et dont on peut s'interroger sur l'expérience. »

Bayrou a suggéré qu'à la place de la CNDP, les maires « intermédiaires absolument légitimes », se chargent d'organiser le « grand débat ». Ils feront ensuite « remonter vers le président et le Parlement ». Une option que récuse Gérard Larcher, président du Sénat, estimant que c'est au gouvernement de décider de la manière de mener le débat.

Les préfets de région font des remontées de terrain de plus en plus inquiétantes au ministère de l'Intérieur sur le mouvement des Gilets jaunes. Certes, la mobilisation commence à s'essouffler un peu en région, mais le mouvement est noyauté par de plus en plus d'individus prêts à céder à la violence avec une volonté d'«aller jusqu'au bout», ce qui inquiète de plus en plus les services de renseignement.

Laurent Berger, le patron de la CFDT a récemment rencontré à sa demande Valérie Pécresse et Xavier Bertrand afin d'évoquer avec eux les solutions politiques et économiques afin de sortir de la crise sociétale actuelle. Berger leur a fait part de son désarroi de ne trouver personne à qui parler au sein de l'actuelle majorité.

Réaction logique d'un maire concernant le grand débat : *« C'est trop facile de nous faire porter cette responsabilité après avoir refusé de venir au congrès des maires et nous avoir traités de dépendants. C'est un débat national, ça serait donc aux parlementaires de le faire. »*

Depuis deux mois, il est difficile d'échapper aux images de blessures graves causées par les armes du maintien de l'ordre dans le cadre du mouvement des gilets jaunes. Pourtant, aucune réaction politique de l'exécutif. Aucune remise en cause. Le volume des tirs d'armes dites «intermédiaires» ou «à létalité réduite» et ses conséquences ont atteint un niveau historique ces dernières semaines. En cause, la grenade GLI-F4 et le fusil LBD 40.

Le recensement effectué par *Libération* a permis d'identifier près d'une centaine de blessures graves, pour nombre d'entre elles irréversibles. Difficile pour l'Intérieur de faire abstraction de ces chairs lacérées, d'ignorer les gueules cassées et les yeux crevés par les tirs de balles en caoutchouc semi-rigide et d'occulter les membres criblés et arrachés par le souffle des grenades explosives composées de TNT. C'est pourtant le cas.

Interpellé par les étudiants de l'université catholique de Louvins, en Belgique, qui demandent *« Pourquoi vous matraquez vos étudiants ? Pourquoi vous êtes le seul pays qui utilise des grenades contre sa propre population ? »*, Macron répond d'un *« vous dites n'importe quoi. »* Refusant d'admettre que la France est bien le seul pays européen à utiliser une grenade explosive composée de TNT dans ses opérations de maintien de l'ordre.

Les cinq garants pour ce grand débat surréaliste ont été nommé : Jean-Paul Bailly, ex-boss de la RATP, Isabelle Falque-Pierrotin (Cnil), Pascal Perrineau (patron du Cevipof), Guy Canivet (ex-sage !) et Nadia Bellaoui de la Ligue de l'enseignement.

Elysée

Il a oublié une fois de plus de se taire. Dans le cadre de la traditionnelle dégustation de la galette des rois à l'Élysée, le président de la République a insisté sur la cohésion sociale. Il a en outre ajouté : *« Il est important que chaque citoyen apporte sa pierre à l'édifice par son travail et par son engagement au travail. Notre pays ne pourra jamais retrouver pleinement sa force et sa cohésion sans cela. »*

Beaucoup trop de nos concitoyens pensent qu'on peut obtenir sans que cet effort soit apporté. Parfois on a trop souvent oublié qu'à côté des droits de chacun dans la République - et notre République n'a rien à envier à beaucoup d'autres - il y a des devoirs », constate-t-il. Un discours qui est mal passé à l'heure des gilets jaunes qui bossent et réclament une juste rétribution.

S'il ne va pas à Davos, il fait venir Davos à Versailles. Le chef d'Etat réunira 150 patrons à Versailles le 21 janvier pour le sommet «Choose France» consacré à l'attractivité française. L'objectif est de montrer en exemple des entreprises ayant bénéficié d'investissements étrangers, souligne la présidence. Bref, continuer la colonisation de notre pays comme ce fut le cas pour Alstom, Pechiney et tant d'autres.

Il ne l'a toujours pas trouvée. Vendredi 11/01, Emmanuel Macron dégustait la traditionnelle galette des Rois à l'Élysée devant de nombreux boulangers. « *Il cherchait la fève dans la galette géante qui a été servie, raconte un convive. On ne lui a manifestement pas expliqué qu'il n'y en a jamais dans les galettes présentées à la présidence depuis 1975.* »

Emmanuel Macron a reçu discrètement Olivier Schrameck, patron du CSA afin de discuter de sa succession à la fin du mois. Le choix du président se porterait sur Isabelle Falque-Pierrotin (Ena, HEC) actuelle présidente de la Commission national informatique et libertés (Cnil).

La première réunion de Macron avec les élus – 600 maires – à Grand-Bourghtroulde dans l'Eure a été pensée au millimètre près. C'est aussi le fief du ministre Sébastien Lecornu. Seule ombre au tableau, et non des moindres, les gilets jaunes ont été tenus à l'écart, parfois à grand renfort de lacrymogène.

La France restera « *militairement engagée au Levant au sein de la coalition internationale au cours de l'année qui vient* », a assuré Emmanuel Macron lors de ses vœux à l'armée française.

Gouvernement

Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères va se rendre dans les prochains jours en Irak afin d'évaluer avec les autorités les conséquences du retrait Américain. Il devrait aussi se rendre à Najaf, haut lieu de pèlerinage, afin de signifier que le chiisme n'est pas uniquement une affaire iranienne.

François De Rugy, le ministre de la Transition écologique et solidaire, et Elisabeth Borne, la ministre des Transports, mènent tous les deux une discrète négociation avec les concessionnaires d'autoroutes pour que la hausse des péages de 1,8 à 1,9% prévue le 1^e février prochain soit différée ou bien réduite.

Enfin, au sujet du grand débat, il y a quand même un *hic* majeur. Macron laisse clairement entendre qu'il tiendra compte de ce qui sortira de ce grand débat et d'un autre côté, lors de ses vœux, il a bien fait comprendre qu'il ne changerait pas de cap. On fait quoi chef ?

Une déclaration sur BFMTV du ministre de l'Agriculture Didier Guillaume estimant que le vin n'était « *pas un alcool comme les autres* » a déclenché sur les réseaux sociaux l'indignation de nombreux médecins spécialistes des addictions.

Institutions

Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau a affirmé lors d'une conférence au Luxembourg qu'il ne jugeait « *ni souhaitable, ni probable* » que la crise des gilet jaunes interrompe « *l'effort de transformation* » engagé par Macron.

La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques va publier la subvention perçue par les partis et groupements politiques en 2017. L'exercice indique que 523 partis politiques étaient tenus de déposer leurs comptes mais seuls 35 sont éligibles à l'aide publique.

L'aide publique au financement a atteint en 2017 la somme de 63 millions d'euros que se partagent les partis politiques en fonction des suffrages obtenus aux dernières élections législatives et du nombre de parlementaires déclarant s'y rattacher.

Le député Son-Forget qui a quitté LREM pour avoir critiqué le maquillage outrancier de la sénatrice EE-LV Esther Benbassa vient de s'apparenter au groupe UDI-Agir et indépendants à l'Assemblée. Apparenté mais pas membre officiel selon ce faux-cul de Jean-Christophe Lagarde.

Sauf que Lagarde fait là une bonne opération. L'arrivée de Son-Forget permet à son groupe qui n'avait plus que 28 membres de conserver son poste de vice-président de l'Assemblée face aux socialistes. Il reviendra au centriste Francis Vercamer.

Plus que le salaire de Chantal Jouanno la vraie question qui se pose concernant les 26 autorités administratives, c'est l'utilité de la plupart de ces structures. Qui a entendu parler du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, de l'Autorité de régulation de la distribution de la presse, de la Commission du secret de la défense nationale ? A quel moment ces « autorités » ont-elles démontré leur utilité ?

Un détail toutefois, on tient à préciser, jusqu'à preuve du contraire, que si madame Jouanno a refusé de piloter le grand débat, elle est toujours présidente de la Commission nationale du débat public et palpe à ce titre 14 666 € brut mensuel.

Dans le même ordre d'idée, l'inutile chiraquien Jacques Toubon, Défenseur des droits, palpe à ce titre 15 725€ mensuel qui viennent s'ajouter à sa triple retraite d'administrateur civil et de conseiller d'Etat, de député et de député européen soit, le tout cumulé, près de 30 000 € mensuel. On ajoutera que Toubon comme Chirac ou Juppé n'ont jamais servi à rien, mais se sont en revanche bien servis.

Divers

Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France et maire (LR) de Fontainebleau, s'étonne que les questions de santé publique soient absentes de la consultation nationale lancée par Emmanuel Macron.

Après 37 ans, fin de cavale pour l'Italien Cesare Battisti, 63 ans. Il vient d'être arrêté en Bolivie dans la ville de Santa Cruz et a été extradé en Italie où il est condamné à la perpétuité pour des meurtres commis dans les années 1970. Mitterrand lui avait offert l'asile politique.

Les baveux – pardon, les avocats - ont défilé, un bon millier, en robe à Paris pour réclamer une « justice de proximité » et la suspension immédiate de l'examen au Parlement de la

réforme gouvernementale. Le texte prône une révolution numérique et la « simplification des procédures » civile et pénale. Il crée aussi une nouvelle échelle des peines, afin de désengorger les prisons.

L'ancien bras droit de Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, est définitivement condamné à un an de prison ferme dans l'affaire des primes en liquide du ministère de l'Intérieur, après le rejet de son pourvoi en cassation. La partie ferme de la peine n'est pas synonyme de détention, les peines inférieures à deux ans de prison étant aménageables.

« *Pour l'instant, la colère n'est pas dirigée contre le patronat, mais gare à la suite* », relève, lucide, le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux. Qui s'est entretenu à plusieurs reprises avec son homologue de la CFDT, Laurent Berger. Les deux hommes s'étonnant de ne pas être consultés par Emmanuel Macron.

Tambouille macronésienne

Bruno Studer, député du Bas-Rhin, a porté plainte suite à la découverte sur les murs extérieurs de sa permanence à Schiltigheim, à côté de Strasbourg, de tags à caractère « *homophobe, raciste, antisémite* ». On pouvait lire en effet « *Macron, pute à juifs* ». Le député a souligné qu'il était la cible de menaces depuis son élection, notamment sur les réseaux sociaux.

Les députés En marche doivent officialiser le nom de leurs nouveaux porte-parole, qui seront désormais huit, dont un chargé des réseaux sociaux. Saïd Ahamada (Bouches-du-Rhône) et Jean-Baptiste Djebbari (Haute-Vienne) devraient notamment être nommés.

Droite

Pauvre Laurent Wauquiez, guère plus audible avec ses Républicains qu'un PS à la dérive. Alors, histoire de redresser la barre, il a publié le 13/01 sa propre lettre aux Français, peu avant celle de Macron. Tu parles d'un exploit. Et de nous faire savoir que les Républicains participeront au grand débat en donnant leur point de vue. En attendant, c'est Marine Le Pen qui monte dans les sondages.

Selon Laurent Wauquiez, il faut remettre à plat tout notre système fiscal. « *Il existe aujourd'hui 350 impôts et taxes, des niches fiscales partout, le système est illisible et imprévisible. il faut supprimer des taxes, baisser les impôts, réduire le nombre de tranches* » a déclaré le patron des Républicains.

Il faut ouvrir trois chantiers : un plan d'économies de 20 milliards € par an, via l'augmentation du temps de travail des fonctionnaires, une allocation sociale unique, l'aligement des régimes de retraite et la chasse aux doublons Etat-collectivités ; garantir une vraie différence entre travail et assistanat ; rouvrir le chantier des normes à partir des demandes des entrepreneurs. Et le traitement de l'immigration, t'en fait quoi, Toto ?

Hervé Juvin, 62 ans, l'ancien associé du cabinet de conseil Eurogroup, devrait figurer en bonne place sur la liste du Rassemblement national aux prochaines élections européennes. Sans doute non loin de Thierry Mariani et Jean-Paul Garraud.

Geoffroy Didier serait en pôle position pour prendre la tête de liste des Républicains aux européennes face à François-Xavier Bellamy, très contesté en interne. Mais surtout, Didier

entretient de bonnes relations avec les différents clans du bouclier républicain, notamment Valérie Pécresse.

C'est pas gagné pour Rachida Dati dans ses ambitions à la mairie de Paris. Les élus de la capitale comptent sur Wauquiez pour la gicler et Wauquiez compte sur eux pour faire de même.

Bruno Retailleau, chef de file du groupe LR au Sénat, invite une dizaine de parlementaires à déjeuner toutes les trois semaines. Histoire d'accroître ses relais au sein des deux assemblées. Mais surtout avec l'idée de se poser en recours en cas d'échec stratégique de Wauquiez. Malin le lynx !

Gauche

Valérie Rabault, patronne du groupe socialiste à l'Assemblée nationale se loue de ses relations avec le bolchevique Fabien Roussel, actuel patron du squelettique PCF : « *On travaille bien ensemble. J'apprécie énormément Fabien Roussel. Il est malin, très très malin, politiquement et humainement.* » PS, PCF et LFI cosignent régulièrement leurs motions de censure.

L'union des gauches, c'est pas pour demain. Raphaël Glucksmann en sait quelque chose car à chaque réunion qu'il organise, il a le sentiment d'assister à un rassemblement des « alcooliques anonymes » qui ressassent à l'envie les erreurs du passé.

Le dialogue ne s'arrange pas à gauche. Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a jugé que le leader de la France insoumise, le camarade Mélenchon, était « *totalelement condamnable* » dans sa « *dérive insupportable* » vers les extrêmes qui peut conduire au pire.

Le député de la Somme, François Ruffin (LFI) a annoncé la sortie d'un film intitulé « J'veux du soleil » sur les gilets jaunes et tourné en décembre lors d'une semaine de rencontre sur des ronds-points. Sortie le 3 avril.

« *Si on ne fait pas ce boulot, la trace de ce mouvement exceptionnel va être faite par BFMTV, des éditorialistes, des intellectuels en chemise blanche qui vont le résumer en un mouvement violent, d'alcooliques, voire de fascistes ou d'antisémites* », résume notre député.

Jean-Luc Mélenchon est discret sur la question de la rémunération des élus, vu qu'il a été député européen de 2011 à 2017 au tarif de 100 182 € brut par an. Sa déclaration de patrimoine n'est consultable qu'à la préfecture de Marseille.

Société

L'ancien siège de la police judiciaire - qui héberge toujours la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) - pourrait être transformé en musée et studio de cinéma. Une réflexion en ce sens a été engagée par le préfet de police Michel Delpuech, pour que le "36" accueille l'actuel musée de la police.

L'affaire Carlos Ghosn, c'est la réponse du berger à la bergère. Les Japonais se sont sentis humiliés par le sauvetage de Nissan par le « petit » Renault ». Mais au lieu de faire profil bas et accepter un rééquilibrage réaliste, Ghosn a chargé la mule. Et Nissan est aujourd'hui plus



rentable que Renault. On a le même cas de figure avec le mariage Air France/KLM où KLM ramasse 60% des profits.

Concernant les conditions de détention de Carlos Ghosn, là aussi on va pas chialer. On est au Japon. Il a trois bols de riz par jour et le riz, au Japon est bien gluant. Ça cale. Il est en général accompagné de légumes ou de poisson. Et il dort sur un futon comme la majorité des Japonais. Enfin, ça lui fera les pieds à ce sale con franco-brésilo-libanais qui a délocalisé à outrance.

Recensement. Comme chaque année, l'Insee et les journalistes se gardent bien de préciser à nos compatriotes que si notre natalité ne s'est pas encore totalement effondrée, c'est principalement dû

au fait que les naissances restent très nombreuses au sein des foyers issus de l'immigration. Qu'ils soient naturalisés ou clandestins.

Cette baisse de la natalité, est un phénomène préoccupant et unique depuis 1945 car il signifie qu'à terme, et faute d'un redressement national, il ne pourra aboutir qu'à une substitution de population.

Avec près de 42 millions d'êtres humains morts dans des avortements en 2018, cette cause de décès a, comme les années précédentes, dépassé de loin les autres causes de mortalité au niveau mondial. Ainsi que le faisait remarquer le site d'information américain *Breitbart* le 31 décembre, l'avortement tue plus que le cancer, la malaria, le SIDA, la cigarette, l'alcool et les accidents de la route réunis. Faut dire aussi qu'il y a plus de mecs qui baisent que de malade.

L'interdiction « générale et absolue » de publicité pour les médecins et les dentistes est contraire au droit européen et devra être modifiée « à brève échéance », a estimé l'Autorité de la concurrence, qui s'est déclarée incompétente pour juger un litige en la matière.

Faits divers

Une fuite de gaz a fait littéralement exploser un immeuble dans le 9^e arrondissement de Paris. Selon Alexandre Vesperini, élu divers droite du 6^e et membre de la commission supérieure de contrôle du gaz, « le réseau de gaz parisien est dans un état de vétusté avancé. Il a beaucoup vieilli et il est mal signalisé. »

Selon notre homme, « entre GRDF, la mairie, les co-propriétés... Il y a beaucoup trop d'interlocuteurs et personne ne pilote ce sujet. Il faut donc que l'un d'eux sorte du lot, je pense à la Mairie de Paris pour assurer la coordination et l'accélération de la rénovation du réseau gazier à Paris. »

Une épidémie géante de gastro-entérite s'est déclarée à bord d'un paquebot de croisière et affectait 475 passagers et membres d'équipage. Le bateau, qui peut transporter jusqu'à 6 000 personnes, a dû regagner la Floride (Etats-Unis) dans la journée. L'*Oasis of the Seas*, troisième plus gros paquebot du monde, avait quitté son attache de Port Canaveral, à Orlando, en Floride. Direction la Jamaïque.

Lieu clos très fréquenté, un navire de croisière peut vite devenir un bouillon de culture, et les épidémies sont régulières, comme celle qui avait touché 400 passagers en 2012 dans les Caraïbes, ou les 170 du « Crown Princess » en 2014. Avec la croisière, c'est la chiasse... au soleil qui vous attend.

Yann Moix a déclenché l'ire des femmes de 50 en déclarant qu'à ses yeux elles n'étaient plus baisables. On oublie qu'il a également déclaré ne sortir qu'avec des Asiatiques, Coréennes, Chinoises ou Japonaises, « je ne regarde même par les autres ». Un racisme autorisé pour ce grand défenseur des migrants de Calais.

Immigration

Soudanais, Érythréens, Somaliens, Afghans... Ils sont désormais plus de 2 000 migrants à dormir dans des campements de rue, dans le nord-est parisien. Un niveau inédit depuis le printemps. Face à cette situation, l'État s'apprête à créer 1200 places de mise à l'abri.

La préfecture de région a souligné que l'Île-de-France avait connu « une augmentation de 45% du nombre de demandeurs d'asile » en 2018 contre « 20 % au niveau national », ce qui a « saturé les centres d'hébergement pour migrants ».

255 550 titres de séjour ont été accordés en 2018, soit une hausse de 3,3% par rapport à 2017. Une augmentation qui s'explique par la hausse des admissions pour motif étudiant (+2,8%) et pour motif économique (+19,5%).

Si l'on compte le faible taux de 15 677 expulsés, les demandes d'asile se poursuivent et la France a enregistré 122 743 dossiers l'an dernier, soit une hausse de 22%. En tête les Afghans, les Guinéens, les Albanais, les Georgiens, les Ivoiriens et les Soudanais. Ca quoi il faut ajouter les « dublinés », plus de 35 000 !

Ces chiffres maintiennent la France comme le deuxième pays d'accueil de demandeurs d'asile en Europe après l'Allemagne, qui a enregistré 174 000 dossiers l'année passée. Ah, on allait oublier : Il y a eu 77 778 nouveaux Français l'année dernière, soit une baisse de 7 %. Ca nous fait une belle jambe !

Ecologie/ Sciences

La Région Île-de-France n'a jamais aussi peu consommé d'espaces naturels depuis trente ans. C'est la lecture optimiste du nouveau Mode d'occupation du sol (MOS) qui sera présenté par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme. La zone urbanisée n'a ainsi progressé « que » de 559 hectares par an de 2012 à 2017 alors que le rythme était de 814 hectares par an dans la précédente période (- 31 %).

Bonne nouvelle. Monoprix n'inondera plus les boîtes aux lettres de ses prospectus. L'enseigne, filiale du groupe Casino, a décidé d'arrêter de distribuer à tout va les catalogues papier vantant ses promotions ou ses opérations spéciales. Chaque année, ce sont 18 millions d'imprimés qui atterrissent dans les boîtes aux lettres.

Grand débat sur internet. Les équipes numériques de l'Elysée ont-elles agi dans la précipitation ? Nul n'a visiblement pris le soin de vérifier les adresses Web à l'orthographe proche de celle qui a été retenue, granddebat.fr.

Ainsi, des internautes qui feraient une faute d'orthographe ou une coquille pourraient tomber sur granddébat.fr ou grandebat.fr, un site parodique qui se moque d'Emmanuel Macron et de Jean-Pierre Raffarin (dans sa version anglophone), grandebatnational.fr, qui

invite à appeler directement le numéro de l'Élysée pour faire part de ses doléances, ou encore grandébat.fr, qui renvoie vers une vidéo pornographique.

La justice a annulé mardi 15/01 l'autorisation de mise sur le marché du Roundup Pro 360, un herbicide à base de glyphosate commercialisé par Bayer-Monsanto. Des voix s'élèvent déjà pour généraliser cette décision à tous les produits basés sur ce pesticide.

Les sangliers belges porteurs de la peste porcine africaine vont-ils réussir à franchir la frontière et propager l'épidémie en France ? Raison pour laquelle le ministère de l'Agriculture met en place une « zone blanche » vide de sangliers à la frontière franco-belge. Si cette maladie ne peut se transmettre aux humains, elle risque en revanche de contaminer nos porcs. Et là, on rigole plus. Les chasseurs sont convoqués pour abattre les sangliers dans cette zone.

L'enluminure n'était pas une activité exclusivement réservée aux moines copistes des Xe au XVe siècles. Une nouvelle étude, menée sur les dents d'une nonne qui vivait à la fin du XIe siècle et au début du XIIe, semble apporter sa pierre à l'idée que les religieuses étaient aussi habiles que les moines pour réaliser ces dessins ou peintures souvent complexes, exécutés à la main.

Un pas de géant vient d'être effectué vers la voiture électrique à l'autonomie de 800 kilomètres. Le bond technologique repose sur une batterie lithium-air utilisant un catalyseur 2D. Si cette batterie tient ses promesses, l'avenir de la voiture électrique est assuré.

Economie

Esclavage. Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh, qui confectionnent des vêtements pour les grandes chaînes d'habillement mondiales, ont débrayé dimanche et manifesté pour demander de meilleurs salaires, dans le cadre d'un mouvement entamé il y a une semaine.

Gaz. Le pipeline Nord Stream 2 devrait rendre l'Europe particulièrement dépendante de la Russie d'un point de vue énergétique. Néanmoins le projet associe Gazprom à plusieurs entreprises européennes : Shell, OMV en Autriche, Wintershall et Uniper en Allemagne, et Engie en France. Ce qui fait hurler l'autre satrape de Trump.

L'Allemagne, estime-t-il, « paie des milliards de dollars à la Russie pour ses approvisionnements en énergie et nous devons payer pour la protéger contre la Russie. Comment expliquer cela ? Ce n'est pas juste ». Depuis cet été, les pressions se sont intensifiées. Allant jusqu'à menacer les entreprises y participant.

Résultat, un sentiment anti-américain grandit de jour en jour en Allemagne. Et la Russie devient de plus en plus populaire dans l'opinion, commente un expert. Désormais, les Allemands pensent même que la Chine serait un partenaire plus fiable que les Etats-Unis ».

Le rachat des parts de Veolia dans Transdev par le groupe allemand Rethmann est effectif depuis le 10 janvier. Le nouvel actionnaire, qui possède 34 % de la filiale de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), obtient trois sièges sur onze au conseil d'administration.

Ca panique pas encore, mais ça vient. Les capitalistes se font du mouron comme l'écrit Nouriel Roubini, à la tête d'un bazar – Roubini Global Economics - ardent défenseur de la mondialisation et partisan d'un capitalisme pur et dur.

Il écrit, dans *Les Echos* (17/01) : « Trump est aujourd'hui le docteur Folamour des marchés financiers. Comme le fou paranoïaque dans le film de Stanley Kubrick, il flirte avec le risque de destruction économique. A présent que les marchés voient le danger, le risque d'une crise financière et d'une récession mondiale est devenu nettement plus élevé. »

Culture / médias



Le CSA avait convoqué toutes les chaînes d'information françaises, ainsi que la chaîne financée par la Russie RT, pour parler des gilets jaunes. Un membre du CSA s'est inquiété de ce que RT France soit une plateforme ouverte à l'expression de la haine antisystème.

« RT France respecte les mêmes règles que les autres chaînes d'information mais nous ne sommes pas traités de la même manière », estime la patronne de la chaîne, Xenia Fedorova. Emmanuel Macron n'a jamais caché sa défiance vis-à-vis de RT France et le vote d'une loi anti- « fake news » visait clairement la chaîne.

Aujourd'hui, RT France bénéficie d'un incontestable élan de sympathie de la part des « gilets jaunes ». « Ils ont confiance dans notre chaîne tout simplement car nous faisons notre travail de journalistes et que nous sommes justes. Le public a perdu confiance dans les médias traditionnels bien avant le lancement de notre chaîne », estime Xenia Fedorova.

Côme de Cherisey, propriétaire du célèbre magazine *Gault et Millau* a vendu son affaire à un investisseur russe, Vladislav Skvortsov, un jeune financier francophone passé par la banque d'affaires VTB. Le licencié de Gault & Millau en Russie, le Français Jacques Bally, acquiert quant à lui une participation minoritaire, et présidera cette PME.

Le magazine mensuel de droite *L'Incorrect*, lancé en septembre 2017 par les hommes d'affaires Thierry Meeschaert et Charles Beigbeder, n'aurait séduit qu'environ 1500 abonnés en 16 mois. La moyenne des ventes stagnerait sous la barre des 10 000 exemplaires.

L'éditeur de *Valeurs actuelles* et de *Mieux vivre votre argent* réactive sa marque *Le Spectacle du monde*. Il pourra être acheté séparément en version numérique. À des fins d'économie, la revue ne sera pas alimentée par une équipe dédiée, contrairement à la précédente formule, mais par des contributions d'experts, d'essayistes et de penseurs.

Le milliardaire franco-libanais Iskandar Safa semble le mieux placé pour reprendre la participation du groupe belge Nethys (*L'Avenir à Charleroi*) dans le capital de *Nice Matin*. Il a l'appui du sénateur Henri Leroy, frère de Charles Villeneuve, l'un des deux associés de Safa dans Valmonde avec Etienne Mougeotte. Et Safa est aussi au mieux avec Eric Ciotti qui compte bien déloger Estrosi de la mairie de Nice. Olé !

Que lisent les Français mon cher Watson ? Des conneries ! Certes, mais ils lisent encore. Selon le palmarès des ventes Figaro-GKF, c'est Guillaume Musso qui arrive largement en tête suivi de Raphaëlle Giordano et Michel Bussi, les trois dépassant le million d'exemplaires.

Viennent ensuite, largement au-dessus de 500 000 exemplaires : Marc Lévy, Aurélie Valognes, Fred Vargas, François Bourdin, Gilles Legardinier, Agnès Martin-Lugand et Frank Thilliez. Tu connais, Watson ? Non. Moi non plus. Mais ils font partie de ceux qui vivent de leur plume, ce qui n'est pas courant (hors folliculaires évidemment).

Ô surprise, les éditeurs littéraires n'ont pas la cote dans ce top 10 français: pas de GalliGraSeuil (Gallimard, Grasset, Le Seuil) ; seul Flammarion tire son épingle du jeu avec Fred Vargas et Gilles Legardinier (deux «recrues» d'autres maisons) ; Grasset frôle

l'entrée avec la 11e place tenue par Virginie Despentes. Et c'est le format poche qui assure l'essentiel du succès des uns et des autres (de 40 à 90%).

Europe

Union européenne. la Commission européenne a proposé de mettre progressivement fin à la règle de l'unanimité qui prévaut sur toutes les questions fiscales dans l'UE depuis sa création en 1957.

« *Ma conviction est que l'unanimité ne protège plus la souveraineté nationale, comme l'affirment certains Etats membres. Il est temps de constater que face aux menaces actuelles, elle n'est plus un rempart mais un obstacle* », plaide Pierre Moscovici, le commissaire à la Fiscalité. Courageux mais pas téméraire pour un Pierre Moscovici en fin de mandat.

L'incapacité de l'UE à finaliser une « *taxe Gafa* » en dépit du soutien d'une large majorité d'Etats illustre la paralysie que peut engendrer un système conçu il y a soixante ans pour... six Etats. Trouver l'unanimité à 28 est bien plus complexe.

Allemagne. Angela Merkel a fait un geste en assumant complètement la responsabilité des crimes nazis en Grèce durant la Seconde Guerre mondiale. Histoire d'apaiser le climat entre les deux pays, les Grecs associant les Allemands aux sévères politiques de rigueur imposées, dès 2010, pour éviter un défaut de paiement et l'implosion de la zone euro.

Le parti national AfD s'est prononcé pour une sortie de l'Europe mais seulement « *en dernier recours* » et si un certain nombre de « *réformes profondes* » appelées de leurs vœux ne seraient pas mises en œuvre.

« *Même si cela nous démange de vouloir abolir cette machine corrompue, hypertrophiée, non démocratique, échappant à tout contrôle et potentiellement totalitaire [qu'est l'UE], nous devons garder à l'esprit que cela peut avoir des conséquences imprévisibles* », a plaidé M. Gauland lors du congrès à Riesa.

Une vision à plus long terme montre que la croissance économique allemande en 2018 est supérieure à la moyenne de +1,2 % enregistrée au cours des dix dernières années, constate Destatis, l'Office fédéral de la statistique. Pour la cinquième année consécutive, le pays enregistre un excédent budgétaire de 59,2 milliards d'euros.

L'agence allemande du renseignement intérieur va enquêter sur le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) pour établir si cette formation politique a des motivations d'extrême droite, rapporte le « *Tagespiegel* ».

Angleterre. Sale temps pour Theresa May. Les députés britanniques ont massivement rejeté l'accord de Brexit négocié par la Première ministre conservatrice avec Bruxelles, dans un vote crucial pour l'avenir du Royaume-Uni, à deux mois et demi de la date prévue de sa sortie de l'Union européenne.

Au chaos politique s'ajoute désormais la perspective d'une sortie de l'UE sans accord. Précipitant Londres dans l'inconnu et la crise. Autre question, que va faire l'UE ?

Selon un sondage YouGov paru le 1/01, si un nouveau référendum sur le Brexit avait lieu, les Britanniques voteraient à 56% pour un maintien de leur pays dans l'UE (vs 44% pour le "Leave"). C'est le plus gros écart en faveur du "Remain" jamais enregistré depuis 2016

Espagne. L'ONG de sauvetage de migrants Proactiva Open Arms a affirmé que l'Etat espagnol refusait à son bateau, *Open Arms*, le droit de reprendre la mer. Selon un

communiqué du ministère de l'Équipement, le bateau «*viole plusieurs dispositions des normes internationales sur le sauvetage en mer*».

Italie. La police italienne a annoncé avoir interpellé 15 personnes à Palerme ainsi que dans les villes de Trapani, Caltanissetta et Brescia. Elles sont suspectées d'appartenir à une organisation de passeurs qui aurait aidé des djihadistes à entrer clandestinement en Europe.

Cesare Battisti, criminel d'extrême gauche, a été transféré à Cagliari, pour rejoindre le quartier de haute sécurité de la prison d'Oristano. Il devrait finir sa vie dans cet ancien centre de détention militaire de l'ouest de la Sardaigne.

Et Matteo Salvini, le ministre de l'Intérieur, d'ajouter : « *Il y a trop de terroristes qui vivent en France, ce pays qui donne des leçons de morale, d'accueil, de solidarité et de générosité.* »

Il y aurait encore, selon *Il Corriere della Sera*, une quarantaine d'anciens militants d'extrême gauche italiens condamnés pour des crimes et attentats durant les années de plomb, en fuite à l'étranger. Et le journal affirme que presque tous sont en France.

Russie. La Russie a sèchement averti le Japon, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à l'issue d'une rencontre avec son homologue japonais, Taro Kono, de ne pas s'attendre à des progrès dans le différend territorial qui empoisonne leurs relations depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale tant qu'il n'aura pas reconnu la souveraineté russe sur les îles Kouriles, annexées par Staline en août 1945.

Les Etats-Unis seront « complètement » responsables d'une rupture du traité INF sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (500 à 5.500 km), a affirmé mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov après des négociations à Genève qui n'ont permis « aucune avancée ».

Décès d'Anatoli Loukianov, 88 ans, dernier président du Soviet suprême de l'Union soviétique, organe législatif de l'ex-URSS et adversaire résolu de Mikhaïl Gorbatchev.

Serbie. Le président russe Vladimir Poutine a reçu un accueil de « superstar » à Belgrade, lors d'une visite officielle en Serbie, principal allié de la Russie dans les Balkans. Les autorités n'ont pas lésiné sur le cérémonial, devant une foule de dizaines de milliers de Serbes.

Au-delà du lien historique, avec leur « *grand frère slave orthodoxe* », les Serbes apprécient le soutien apporté par Moscou sur la question du Kosovo. Mais la grande majorité des investissements étrangers et du commerce provient de l'UE.

Slovaquie. Les Slovaques se rendront aux urnes pour élire leur nouveau chef de l'Etat le 16 mars prochain. Une douzaine de candidats ont d'ores et déjà annoncé leur désir de briguer la magistrature suprême de ce pays de 5,4 millions d'habitants. Le président sortant, Andrej Kiska, ni le Premier ministre Robert Fico n'étant candidat.

Suède. Le parti libéral suédois, une formation de centre droit, a décidé de soutenir le Premier ministre sortant, le social-démocrate Stefan Löfven, deux mois après des législatives qui n'ont pas permis de dégager de majorité claire.

Quatre partis politiques ont décidé au total de soutenir le gouvernement pour faire barrage au parti d'extrême droite, les Démocrates de Suède, qui est arrivé au troisième rang lors des élections législatives de septembre dernier.

International

Israël. Dans une interview accordée au New York Times, le lieutenant général Gadi Eizenkot a déclaré : « *Nous avons frappé des milliers de cibles en Syrie et au Liban sans en revendiquer la responsabilité ni demander d'éloges* »

Etats-Unis. Le président Donald Trump a annoncé qu'il ne participerait pas au prochain Forum de Davos qui se tiendra en Suisse du 21 au 25 janvier en raison de la paralysie partielle de l'administration fédérale.

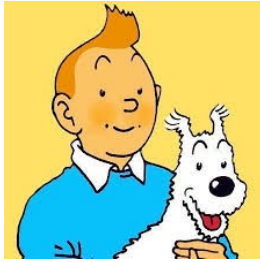
Un « menteur », une « vraie ordure », un « flic véreux »: Donald Trump s'en est violemment pris samedi 12/01 à l'ancien directeur du FBI James Comey après de nouvelles révélations du *New York Times* sur l'ouverture en 2017 d'une enquête de la police fédérale pour déterminer s'il travaillait pour le compte de la Russie.

« Wow, je viens d'apprendre dans le défilant *New York Times* que les anciens dirigeants corrompus du FBI, presque tous limogés ou forcés à quitter l'agence pour de très mauvaises raisons, ont ouvert une enquête sur moi, sans aucune raison ni preuve, quand j'ai viré ce menteur de James Comey, une vraie ordure!", a touté le président des Etats-Unis.

En France, on a les gilets jaunes, en Amérique, ils ont Donald Trump. Près de 800 000 employés fédéraux et des milliers de contractuels sont affectés par le plus long shutdown – cessation de toute activité - de l'histoire américaine, qui entre ce lundi dans son vingt-quatrième jour.

Résultat de ce blocage, de nombreux services publics sont inaccessibles, et les employés des administrations concernées par le shutdown travaillent sans être payés et font la queue devant les banques alimentaires. C'est le résultat d'un bras de fer entre Trump et le Congrès qui lui refuse 5,7 milliards de dollars pour construire un mur à la frontière avec le Mexique.

Décidément, avec Trump, il devient difficile de savoir où l'on met les pieds. Sur le retrait de Syrie, il toute : « *[Nous] commençons enfin le retrait de Syrie tout en frappant fort et de toutes parts le peu qu'il reste du califat de l'EI. Attaquerons de nouveau à partir d'une base existante s'il se reforme. [Nous] dévasterons la Turquie économiquement si elle frappe les Kurdes. [Nous] créerons une zone sécurisée de 30 kilomètres... [...] Dans le même temps, nous ne voulons pas que les Kurdes provoquent la Turquie.* »



Gilets jaunes

Gilets jaunes et couleur jaune

Les couleurs ont toute une histoire et sont un excellent marqueur culturel au sein des différentes civilisations. On distingue six couleurs primaires : le bleu, le rouge, le blanc, le vert, le jaune et le noir. Les autres couleurs n'étant que des composés.

Ainsi le jaune n'a-t-il pas la même signification en Asie ou en Occident. Traditionnellement dans l'Europe médiévale, le jaune est la couleur de l'étranger, de l'apatride, celui dont on se méfie. Jaune était la robe de Judas. Dans l'Antiquité on appréciait plutôt le jaune. Les Romains ne dédaignaient pas de porter des vêtements de cette couleur lors des cérémonies et des mariages. Dans les cultures non-européennes, en Asie par exemple, le jaune a toujours été valorisé. En Chine, il fut longtemps la couleur réservée aux empereurs.

C'est en Occident que cette couleur est le moins appréciée. Cette désaffection remonte au Moyen Âge et est due à la concurrence déloyale de l'or. C'est le doré qui a absorbé les symboles positifs du jaune qui l'a dépossédé de sa part positive où il est devenu une couleur éteinte, mate, triste.

Dans les romans, les chevaliers félons comme Ganelon, sont décrits habillés de jaune. Idem de Judas qui a transmis sa couleur symbolique à l'ensemble des communautés juives. A partir du XIII^e siècle, les conciles se prononcent contre le mariage entre chrétiens et juifs et demandent à ce que ces derniers portent un signe distinctif. En instituant le port de l'étoile jaune pour les juifs, les nazis n'ont fait que puiser dans l'éventail des symboles médiévaux. Dans la peinture de la Renaissance, aux XVI^e et XVII^e siècles, malgré l'apparition de nouveaux pigments, comme le jaune de Naples, celle-ci est peu visible. Ce qui, toutefois, ne sera pas le cas des peintres hollandais du XVII^e siècle. Cette dépréciation du jaune va perdurer jusqu'aux impressionnistes à la fin du XIX^e siècle. Dans les années 1860-1880 se produit un changement de palette chez les peintres qui passent de la peinture en atelier à la peinture en extérieur. Autre signe de réhabilitation, le maillot jaune du tour de France, issu de la couleur du papier sur lequel était imprimé le journal l'Auto, ancêtre de l'Equipe.

Reste que le jaune a toujours une connotation négative : le teint jaune, rire jaune. Et les gilets jaunes n'échappent pas à la règle puisqu'ils n'hésitent pas à s'identifier à ces gueux et autres sans-dents dont inconsciemment les affuble les Hollande et Emmanuel Macron. C'est aujourd'hui aussi la couleur de la contestation... voire plus si affinités.



Sondage

Un sondage réalisé sur la base des remontées de vingt préfets dégage un profil-type peu surprenant du contributeur, à savoir un rural populaire. Il traduit l'attachement d'une partie du peuple français au principe d'égalité qui transcende les trois grandes catégories de propositions : la justice fiscale et sociale, le besoin de démocratie et de transparence et le sentiment de déclassement du citoyen.

En matière de justice fiscale et sociale, trois idées ressortent : la perception des hauts-fonctionnaires, élus nationaux et représentant des corps intermédiaires comme des privilégiés, ainsi que du manque de proportionnalité entre l'argent excessif gagné par certains citoyens ou entreprises et la faiblesse des impôts qui s'entrechoque avec l'impression que le pouvoir d'achat baisse trop pour les retraités et les classes populaires.

Concernant le besoin de démocratie et de transparence, trois idées s'imposent : le manque de représentativité populaire des élus qui ne gouvernent que dans leur intérêt (à l'exception des maires), le sentiment que le système représentatif « dépossède » les citoyens de leur pouvoir, ou encore que l'action publique n'est pas assez transparente. D'où la nécessité d'un référendum d'initiative citoyenne.

Enfin, le déclassement se traduit par le sentiment d'un sacrifice de la France rurale, d'un déclassement social ainsi que d'un manque de contrôle de l'immigration.

Si l'environnement, la famille ou encore la culture ne sont quasiment pas abordés au fil de ces cahiers de doléances, la voiture y est très présente à travers diverses critiques – limitation à 80 km/h, coût du contrôle technique, fiscalité du carburant centré sur la seule automobile, absence d'alternative en raison de l'insuffisance des transports collectifs.

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[Et si on parlait du Brésil avec Alain de Benoist](#)

[Sur le GRECE et la nouvelle droite](#)

[un site de critique radicale par un ex \(ou toujours\) bolche](#)

[dialogue Régis de Castelnuovo et Slobodan Despot](#)

[excellente chaîne de vulgarisation scientifique](#)

[au sujet du grand débat, un absent l'Europe](#)

[A Langouët on est écolo](#)

[Tintin a 90 ans et quelques secrets](#)

Journée de lecture

La France vendue à la découpe, par Laurent Izard, L'Artilleur, 320 p., 18€

Bien sûr, personne ne l'ignore, dans l'industrie, la débandade est totale. Alcatel n'est plus. Arcelor a été vendu à l'indien Mittal Steel, Alstom démantelé entre General Electric et Siemens. Et puis, il y a Rhodia, Pechiney, Thomson, etc. La liste est si longue qu'elle ferait oublier que même de plus petites entreprises, comme Marionnaud ou Cerruti, n'ont pas été épargnées. Les intitulés des chapitres du livre d'Izard parlent d'eux-mêmes : tourisme, patrimoine immatériel, patrimoine historique, clubs de sport... Et agriculture aussi. La qualité de ses terres et leur approvisionnement en eau font de la France un pays de cocagne. Les conséquences, ce sont le chômage de masse, la désindustrialisation et au final la perte de souveraineté.